

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ - CANDIDATS CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 13 ET 14 DU REG. (EU) 2016/679 ("GDPR")

1. Identification et coordonnées du responsable du traitement des données

Le responsable du traitement des données est Amilon S.r.l., code fiscal et TVA 05921090964, dont le siège est situé via Natale Battaglia n. 12, Milan, adresse e-mail privacy@amilon.eu ("Amilon" ou "Responsable du traitement des données").

2. Coordonnées du délégué à la protection des données (DPD)

Le DPD peut être contacté à l'adresse électronique dpo-ext@amilon.eu.

3. Catégories de données personnelles traitées

Le responsable du traitement traite des données communes (par exemple, le nom, le prénom, l'adresse électronique, le lieu et la date de naissance, la résidence, le numéro de téléphone, le diplôme, l'expérience professionnelle, les photos) et des catégories particulières de données à caractère personnel, telles que les données relatives à la santé (comme l'appartenance à des catégories protégées) et toutes les données supplémentaires que vous avez pu inclure dans votre curriculum vitae et/ou votre lettre de motivation, lorsque cela est nécessaire pour l'activité de sélection. Ces données sont ci-après dénommées "données".

La collecte de catégories particulières de données ne sera effectuée que si elle est strictement nécessaire à l'activité de sélection du candidat. En l'absence de nécessité, ces informations ne seront ni demandées ni prises en considération lorsqu'elles seront reçues et seront immédiatement supprimées, conformément aux dispositions de la disposition de l'Autorité italienne de protection des données contenant les prescriptions relatives au traitement des catégories spéciales de données, conformément à l'article 21, paragraphe 1 du décret législatif n. 101 du 10 août 2018 - Prescriptions relatives au traitement de catégories particulières de données dans les relations de travail (Aut. gén. n° 1/2016).

4. Source des données personnelles

Les données sont collectées auprès de la personne concernée (c'est-à-dire directement fournies par vous) et/ou auprès de tiers, tels que des sociétés de recrutement, des agences d'intérim, des universités, des opérateurs de réseaux sociaux professionnels.

5. Finalité du traitement, base juridique et durée de conservation

POURQUOI LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL SONT-ELLES TRAITÉES ?	QUELLE EST LA CONDITION QUI REND LE TRAITEMENT LICITE ?	COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ?
a. Effectuer les activités de recherche et de sélection des candidats.	Afin de prendre des mesures à la demande de la personne concernée avant de conclure un contrat conformément à l'art. 6.1 lett. b) du GDPR. En ce qui concerne les catégories particulières de données, la condition visée à l'art. 9.2 lett. b) du GDPR (c'est-à-dire aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits spécifiques du responsable du traitement ou de la personne concernée dans le domaine du droit du travail et de la sécurité sociale et de la protection sociale, dans la mesure où cela est autorisé par le droit de l'Union ou des États membres ou par une convention collective en application du droit des États membres prévoyant des garanties appropriées pour les droits fondamentaux et les intérêts de la personne concernée).	Pendant toute la durée de l'activité de sélection.
b. si nécessaire, vérifier que les données correspondent à la réalité en utilisant des informations publiques (y compris des profils de réseaux sociaux professionnels). Le traitement est limité aux informations relatives à vos aptitudes et à votre profil professionnels et est effectué de la manière la moins intrusive possible, en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer un juste équilibre entre l'intérêt d'Amilon à vérifier les informations que vous fournissez et vos droits et libertés fondamentaux.	Intérêt légitime du contrôleur des données, conformément à l'art. 6.1, lett. f) du GDPR.	
c. Conservation des données pour d'éventuelles sélections	Intérêt légitime du responsable du traitement des données, conformément à l'art. 6.1, lett. f) du GDPR, et pour les catégories spéciales de	Pendant 3 ans après la fin de la sélection.

ultérieures, au cas où la sélection de données, la condition visée à l'art. 9.2 lett. b) du
à laquelle vous avez postulé GDPR.
n'aurait pas abouti.

Une fois écoulés les délais de conservation indiqués ci-dessus, les données seront détruites, effacées ou rendues anonymes, conformément aux délais techniques d'annulation et de sauvegarde.

6. Fourniture de données

La fourniture des données est obligatoire pour mener à bien les activités de recherche et de sélection des candidats. Par conséquent, le refus de fournir les données ne permet pas de mener à bien ces activités et de prendre en considération votre candidature.

7. Catégories de destinataires des données

Les données peuvent être communiquées à d'autres tiers opérant en tant que responsables indépendants du traitement des données, tels que, par exemple, les autorités publiques et les cabinets professionnels. Les Données peuvent également être traitées, pour le compte du Responsable du traitement, par des tiers, désignés comme responsables du traitement conformément à l'art. 28 du GDPR, qui effectuent des activités fonctionnelles à la poursuite des objectifs susmentionnés (par exemple, des services informatiques ou de sélection du personnel).

En outre, les données sont traitées par des employés/collaborateurs d'Amilon - appartenant aux services de l'entreprise chargés de poursuivre les objectifs susmentionnés - qui ont été expressément autorisés à effectuer le traitement et qui ont reçu des instructions opérationnelles adéquates.

8. Droits des personnes concernées

Les personnes concernées (c'est-à-dire les sujets auxquels les données se réfèrent) peuvent exercer les droits visés aux articles 15-22 du GDPR, en envoyant une communication aux points de contact indiqués au par. 1. En particulier, les personnes concernées peuvent :

- obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel les concernant sont traitées et, dans ce cas, l'accès à ces données et aux informations visées à l'art. 15 du GDPR ;
- obtenir la rectification des données inexactes ou l'intégration des données incomplètes conformément à l'art. 16 du GDPR ;
- obtenir l'effacement des données dans les cas prévus par l'art. 17 du GDPR ;
- obtenir la limitation du traitement (c'est-à-dire la soumission temporaire des données à la seule conservation), dans les cas prévus par l'art. 18 du GDPR ;
- s'opposer, pour des raisons tenant à leur situation particulière, au traitement effectué pour l'intérêt légitime du titulaire, conformément à l'art. 21 du RGPD ;
- si le traitement est fondé sur le consentement ou sur un contrat et qu'il est effectué à l'aide d'outils automatisés, la personne concernée peut demander à recevoir les données dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par un dispositif automatique, ainsi que, si cela est techniquement possible, à les transmettre à un autre détenteur sans entrave ("droit à la portabilité") conformément à l'art. 20 du GDPR.

En tout état de cause, la personne concernée a le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente de l'État membre dans lequel elle réside ou travaille habituellement ou de l'État dans lequel la violation présumée a été commise.